

FORUM LIVRES HEBDO

# Questions aux politiques

MYLÈNE MOULIN, PHOTOS LAURENT SAZY

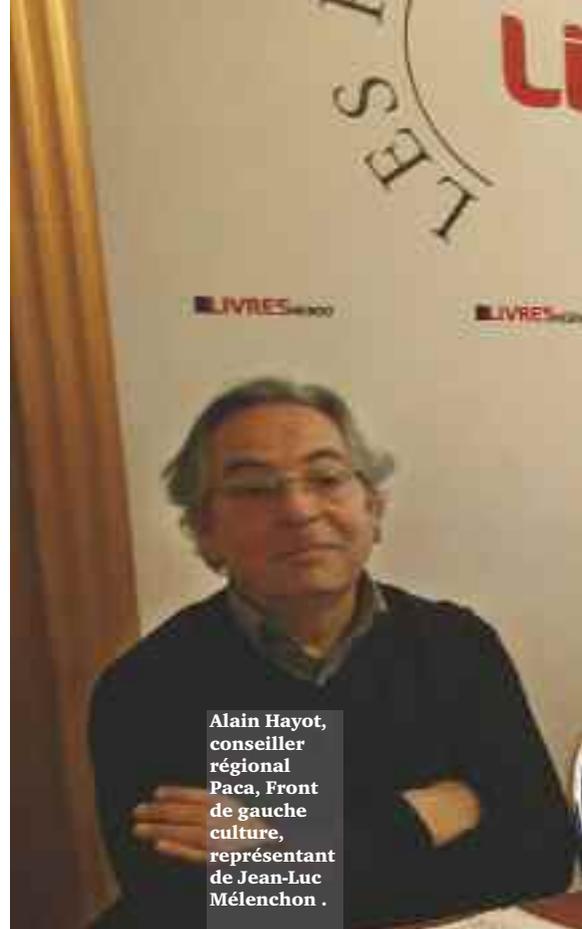
Les représentants des candidats à l'élection présidentielle ont présenté leurs ambitions pour le livre avant de se soumettre aux questions des professionnels. Au cœur de la discussion : la santé des librairies, la restriction des budgets, le droit d'auteur et la TVA.

**I**

l planait un petit air de campagne jeudi 16 février sur la Maison de l'Amérique latine (Paris 6<sup>e</sup>). Invités au forum *Livres Hebdo*, qui avait pour thème « Présidentielle : quelle politique pour le livre ? », un candidat à l'élection présidentielle d'avril 2012 en personne et les représentants de ses principaux rivaux sont venus exposer leurs propositions pour le livre devant quelque deux cents professionnels. A la tribune des invités : le ministre de la Culture Frédéric Mitterrand, François Bayrou, la sénatrice Marie-Christine Blandin (représentant Eva Joly), la députée Aurélie Filippetti (pour François Hollande), le conseiller régional Paca Alain Hayot (pour Jean-

Luc Mélenchon), Gaël Nofri (pour Marine Le Pen) et Marin de Viry (pour Dominique de Villepin). Disposant chacun de sept minutes pour présenter les mesures qu'ils mettront en place en cas de succès à l'élection, ils se sont soumis – plus ou moins docilement – à l'exercice du « speed dating » politique. Attendus par les professionnels sur de nombreux sujets comme la défense du prix unique, le régime fiscal du livre papier et numérique, la promotion de la lecture ou encore la place du livre dans le système éducatif, ils ont été unanimes à clamer leur amour pour le livre et ont rassuré l'auditoire sur leur « soutien au secteur ».

**La valse de la TVA.** A tout seigneur, tout honneur, Frédéric Mitterrand, ministre en exercice représentant le candidat Nicolas Sarkozy, a été le premier à prendre la parole. Citant Jérôme Lindon, il a ouvert la séance en qualifiant le livre d'« affaire de civilisation, irréductible à sa dimension économique et qui engage une conception de la société », avant d'entamer un bilan de son mandat : loi sur le prix unique du livre numérique, appui des éditeurs français contre Google devant les tribunaux américains et création du label Lir pour les librairies indépendantes. Le ministre a défendu les politiques engagées autour du livre pendant la présidence



Alain Hayot, conseiller régional Paca, Front de gauche culture, représentant de Jean-Luc Mélenchon.



Matthieu de Montchalin, président du SLF.

Comment faire pour que les acteurs du livre réfléchissent ensemble à l'avenir du secteur ?



Marie-Christine Blandin, sénatrice du Nord, chargée de la culture dans l'équipe d'Eva Joly.

Aurélié Filippetti, députée de Moselle, chargée de la culture, de l'audiovisuel et des médias dans l'équipe de François Hollande.

François Bayrou, député des Pyrénées-Atlantiques.

Fabrice Piault, Livres Hebdo.

Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication.

Marin de Viry, conseiller en communication de Dominique de Villepin.

Gaël Nofri, conseiller politique de Marine Le Pen.



Antoine Gallimard, président du SNE.

Est-ce que multiplier les exceptions au droit d'auteur ne conduit pas à le vider de son sens ?

de Nicolas Sarkozy, notamment la hausse de la TVA en affirmant : « On ne reviendra pas sur le passage à 7 % . »

Une aubaine pour les intervenants suivants, dont l'ordre de la prise de parole avait été tiré au sort, qui se sont emparés du sujet. Si Marin de Viry a affirmé comprendre que les librairies, « dont le taux de rentabilité tangente le zéro, sont davantage préoccupées de savoir si elles vont passer l'année que par une réflexion sur l'avenir et une éventuelle restructuration », il n'envisage pas pour autant de toucher à cette mesure, pas plus que François Bayrou. De son côté, Gaël Nofri (Front national) la considère « dangereuse et contre-productive » et promet d'aligner la TVA du livre sur celle de la presse (2,1 %). Pour //



Vincent Monadé, Motif.

Prévoyez-vous de mettre en place de nouveaux avantages substantiels pour aider la librairie ?



Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication.



Auréli Filippetti, représentante de François Hollande.

François Bayrou, candidat à l'élection présidentielle.

« Il faut arrêter de dire que les libraires ont le sentiment de ne pas être écoutés, c'est tout à fait exagéré. Je suis en relation permanente avec eux depuis un an ! » FRÉDÉRIC MITTERRAND, MINISTRE DE LA CULTURE

« Le meilleur moyen pour retrouver une TVA à 5,5 %, c'est que François Hollande soit élu en mai. » AURÉLIE FILIPPETTI, RESPONSABLE CULTURE AUPRÈS DE FRANÇOIS HOLLANDE

« La survie des librairies est un enjeu politique, il faut bâtir une politique conjointe avec les collectivités locales, notamment pour donner le temps aux libraires d'accomplir leur mutation. » FRANÇOIS BAYROU

## DU BEAU MONDE DANS LE PUBLIC

Il suffisait de balayer du regard la salle où se déroulait le forum *Livres Hebdo* pour constater que le livre n'échappe pas à la règle : la politique attire les politiques. Aux côtés des représentants de l'édition et de la librairie – Antoine Gallimard et Christine de Mazières (SNE), Sylvie Marci (Belin), Serge Eyrolles (Eyrolles), Matthieu de Montchalin (SLF), Antoine Cassan (CNL), ou encore Cristina Campodonico (SGDL) –, on pouvait remarquer une bonne partie de l'équipe du ministre de la Culture et de la Communication, dont Gwendoline Allain, chargée de mission pour les questions européennes, Liliane de Carvalho, du service du livre et de la lecture de la direction générale des médias et des industries culturelles, et Anne-Sophie Etienne, de la DLL. On remarquait aussi Marc Sanson, conseiller d'Etat, chargé de la mission librairie par Frédéric Mitterrand, et Aurélien Rousseau, auditeur au Conseil d'Etat. A noter aussi la présence de l'Hadopi, représentée par Clémence Fournier, directrice de la communication et des relations extérieures, et Marion Scappaticci, responsable des relations institutionnelles. ◉

/// Eva Joly et Europe Ecologie, Marie-Christine Blandin a réclamé la même mesure. Dans son intervention, Auréli Filippetti, quant elle, a confirmé à la tribune un retour à la TVA à 5,5 % si François Hollande est élu à la présidence de la République, « *puisque l'on sait très bien que l'augmentation de la TVA risque de peser sur les marges déjà très faibles des libraires indépendants* ».

**La santé de la librairie.** Après les interventions, place aux questions. Amusé par les remarques des politiques frustrés de devoir céder le micro – on se souviendra de Frédéric Mitterrand bougonnant : « *c'est pas la peine de venir si on ne peut pas parler* » – mais resté sur sa faim, le public s'agite. Les mains se lèvent. Pêle-mêle seront évoqués le silence de la tribune sur les bibliothèques (voir p. suivante), le problème de la délocalisation des activités d'impression, l'importance de la place de la lecture à l'école. Au cœur des préoccupations des professionnels présents, la santé de la librairie a fait l'objet de nombreuses questions. Rappelant que les librairies indépendantes « *ne sont pas les seules à souffrir de la cherté des loyers et de l'augmentation de la TVA* », Marie-Séverine Micalleff, directrice du livre à la Fnac, a incité les personnalités politiques présentes à « *sortir des schémas habituels et mettre en place des mesures qui s'adressent à tous les acteurs du secteur pour leur permettre de contrer une concurrence qui sera bientôt mondiale* ». En réponse, Gaël Nofri a assuré que la Fnac et les grandes surfaces culturelles en général avaient

à ses yeux un rôle aussi important dans le maillage du territoire que les librairies indépendantes, et Alain Hayot a affirmé que si le Front de gauche était élu en mai, il prendrait des mesures contre la concentration, « *mais ne tirera pas sur les grandes surfaces qui vendent du livre* ». Matthieu de Montchalin, président du Syndicat de la librairie française, a fait remarquer que c'est la première fois que la librairie tient une place aussi importante dans une campagne électorale. « *Les libraires vont mal mais ne sont pas désespérés de leur situation. Ils sont inquiets, conscients que les difficultés ne vont pas disparaître d'un claquement de doigts* », a-t-il affirmé, ajoutant en clin d'œil à Frédéric Mitterrand, plutôt virulent sur le portail des libraires : « *Et juste un dernier mot : 1001libraires.com n'est pas mort* ». C'est en tout cas un libraire bien vivant et bien en voix qui a interpellé le ministre de la Culture sur le label Lir. Augustin Petit, de la librairie Résonances à Avion, a créé une certaine émotion dans l'assistance en dénonçant « *une chasse aux libraires indépendants* », et en demandant « *comment éviter l'opacité des aides qui sont allouées par le CNL via les Drac* ». Une intervention pertinente, selon Frédéric Mitterrand, qui a reconnu que les collectivités territoriales ne « *jouent pas toujours leur rôle dans la bonne distribution des subventions aux librairies* ». A Vincent Monadé, directeur du Motif, qui demandait à quand d'autres avantages substantiels pour la librairie et une réduction des charges patronales pour les librairies labellisées

## Les politiques bien discrets sur la lecture publique

Lir, le ministre de la Culture a répondu, avec impatience : « Il faut arrêter de dire que les libraires ont le sentiment de ne pas être écoutés, c'est tout à fait exagéré. Je suis en relation permanente avec eux depuis un an ! »

De son côté, Aurélie Filippetti a proposé de mettre en place une « taxe Amazon » et d'agir sur les frais de port « afin de mettre un terme à une situation de concurrence déloyale ».

### « Je voudrais parler des auteurs vivants. »

Au milieu des grandes questions sur le devenir du secteur, l'intervention de l'écrivaine Annie Mignard a permis d'orienter le débat autour d'un des maillons capitaux de la chaîne du livre : l'auteur. Avec beaucoup d'humour, elle a pointé du doigt les problématiques liées aux droits sociaux des auteurs, notamment leur retraite : « J'ai entendu des propos très émouvants sur les auteurs morts qui sont encore vivants, je voudrais parler des auteurs vivants qui ne sont pas encore morts. Comment ferons-nous pour vivre à la retraite ? » Une question qui a surpris François Bayrou, reconnaissant que lui qui est aussi écrivain « n'a jamais réfléchi à la retraite des auteurs », et touché Frédéric Mitterrand, premier à constater qu'« on parle de livres, mais personne ne parle d'écrire ».

L'occasion en or de débattre d'un autre thème intimement lié aux écrivains et à l'actualité : le droit d'auteur. Antoine Gallimard en a donc profité pour rappeler que le SNE se rend régulièrement à Bruxelles, et y observe avec inquiétude « la tendance d'un certain nombre de députés et d'élus à multiplier les exceptions au droit d'auteur ». Le président du SNE a sollicité le point de vue de la tribune sur cette réalité. Si Marie-Christine Blandin s'est dite investie dans la lutte pour les droits d'auteur et pense dès à présent à « réinventer ce qui va remplacer Hadopi », Aurélie Filippetti a dénoncé le « non-statut de l'écrivain ». Le forum, au ton bon enfant et direct, s'est conclu sur une boutade de Frédéric Mitterrand : « C'est Amazon », s'est-il écrié, quand un peu avant la fin du débat, une panne de courant a plongé quelques instants la salle dans l'obscurité. ◉



Marie-Séverine Micalleff, directrice du livre à la Fnac.



Annick Guinery (médiathèque de Choisy-le-Roi), ABF.

Est-ce que vous avez des propositions concrètes pour les bibliothèques ?

Il aura fallu qu'Annick Guinery, chargée des relations internationales de l'Association des bibliothécaires de France (ABF), prenne la parole en rappelant « le rôle très important des bibliothèques dans la médiation de la lecture » pour inciter les politiques invités au Forum Livres Hebdo à réagir. Faiblement. A ses questions : « A quand une campagne nationale sur la lecture ? » et « Est-ce que les aides continueront, notamment en matière de rénovation, de restructuration et d'accès aux handicapés ? », Annick Guinery n'a pas reçu de véritable réponse. Même si elle a fait réagir certains, comme Alain Hayot (Front de gauche) qui a fustigé « le pire quinquennat pour la culture » et dénoncé « les logiques d'austérité » qui ont visé le livre dans sa globalité.

**La baisse des crédits d'acquisition.** Un peu oubliés dans la discussion, les bibliothécaires n'ont pas hésité à se faire entendre et à interpellé – parfois en maniant l'ironie – le ministre de la Culture et de la Communication, Frédéric Mitterrand.

On retiendra notamment l'intervention de Bénédicte Hamon, conservatrice au département philosophie, histoire et sciences de l'homme de la BNF, qui dénonce la baisse des crédits d'acquisition : « On entend beaucoup de beaux discours sur l'encouragement à la lecture, l'accès pour tous. Mais nous sommes très nombreux à constater des baisses des crédits d'acquisition qui s'accompagnent de projets assez dangereux de réduction des collections accessibles à tous. » La

bibliothécaire a brandi l'exemple de la BNF où certains espaces sont menacés par un plan de réduction de 20 % des collections. « On trouve la même chose à la BPI avec le nouveau projet d'établissement ou à la bibliothèque universitaire de Nanterre », a ajouté Bénédicte Hamon, « et souvent au détriment des lecteurs. Ceux-ci ne sont bien sûr pas au courant que l'offre s'appauvrit : on leur propose des aménagements sympathiques et de beaux fauteuils. »

En guise de conclusion, elle s'est adressée directement à Frédéric Mitterrand en lui demandant si ces tendances « entrent dans un dispositif pour rendre les citoyens plus intelligents. » Piqué au vif, ce dernier s'est défendu : « Il n'y a pas de plan secret de sabotage des bibliothèques », ajoutant que la direction de chaque bibliothèque était libre de répartir ces crédits comme bon lui semble. Aurélie Filippetti, représentante de François Hollande, s'est dite quant à elle « favorable à l'augmentation des budgets d'acquisition », mais propose que les bibliothèques « revoient leur amplitude horaire ». ◉